



# AUPLATA

---

S.A. au Capital de 4.263.050,50 €  
Siège Social : 15/19, rue des Mathurins  
75008 PARIS

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

*EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010*

---

## AUPLATA

---

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

### Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société AUPLATA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2009 retraitées selon les mêmes règles.

### I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 2.1 « Première adoption » de l'annexe expose les options retenues dans le cadre du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés et la note 5 « Première adoption des IFRS » de l'annexe présente le rapprochement entre les comptes préparés selon les principes comptables français et les

## AUPLATA

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010

comptes consolidés arrêtés en normes IFRS ainsi que l'impact sur les capitaux propres et le résultat consolidé à la date de transition soit le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Dans le cadre de notre appréciation de la transition souhaitée par le Groupe vers les normes IFRS, nous avons vérifié le caractère approprié des options retenues et la correcte application des retraitements IFRS. Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations retenues en particulier concernant la réévaluation à la juste valeur des droits miniers qui fait l'objet d'un rapport d'un expert indépendant. Nous nous sommes également assurés de la présentation de la transition qui en a été faite.

- Le chapitre 2.5. de l'annexe expose les différentes « Méthodes et règles d'évaluation » suivies par le Groupe et en particulier :
  - à la note 2.5.3 « Regroupement d'entreprise » les modalités d'inscription à l'actif, d'amortissement et de dépréciation des immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprise et à la note 2.5.5 « Immobilisations incorporelles » des immobilisations incorporelles générées en interne ;
  - à la note 2.5.15 « Provisions de remise en état des sites » les modalités d'évaluation des provisions.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par le Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et leur correcte application et apprécié le caractère raisonnable des hypothèses et estimations retenues pour l'arrêté des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

*Fait à Paris, le 29 avril 2011*

Le Commissaire aux Comptes

  
COREVISE  
Stéphane MARIE



# **AUPLATA**

Société anonyme au capital de 4.263.050,50 Euros  
Siège social : 15/19 rue des Mathurins 75009 Paris  
R.C.S. PARIS 331 477 158

## **RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

## ÉTATS FINANCIERS

<b>1</b>	<b>INFORMATIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>10</b>
<b>2</b>	<b>PRINCIPES COMPTABLES .....</b>	<b>10</b>
2.1	<b>Première adoption .....</b>	<b>10</b>
2.2	<b>Base de préparation des états financiers.....</b>	<b>10</b>
2.3	<b>Principes de consolidation .....</b>	<b>10</b>
2.4	<b>Textes applicables après le 31 décembre 2010.....</b>	<b>10</b>
2.4.1	Améliorations des IFRS (avril 2009).....	11
2.4.2	IFRIC 19, Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres .....	11
2.5	<b>Méthodes et règles d'évaluation .....</b>	<b>11</b>
2.5.1	Événements postérieurs à la date de clôture .....	11
2.5.2	Résultat par action.....	11
2.5.3	Regroupement d'entreprise .....	11
2.5.4	Pertes de valeur .....	12
2.5.5	Immobilisations incorporelles .....	12
2.5.6	Immobilisations corporelles .....	12
2.5.7	Actifs (ou Groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession .....	13
2.5.8	Contrats de location.....	13
2.5.9	Actifs financiers .....	13
2.5.10	Stocks, encours et reconnaissance des revenus.....	13
2.5.11	Créances et dettes .....	13
2.5.12	Écarts de conversion – Risques de change.....	14
2.5.13	Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	14
2.5.14	Provisions pour risques et charges.....	14
2.5.15	Provision pour remise en état des sites .....	14
2.5.16	Impôts différés et situation fiscale latente.....	14
2.5.17	Actions propres .....	14
2.5.18	Païement en action.....	15
2.5.19	Instruments financiers dérivés .....	15
2.5.20	Crédit d'impôt recherche (CIR).....	15
2.5.21	Actifs et passifs éventuels.....	15
2.5.22	Engagements de retraite .....	15
<b>3</b>	<b>PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....</b>	<b>16</b>
<b>4</b>	<b>NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS .....</b>	<b>16</b>
4.1	<b>Écarts d'acquisition .....</b>	<b>16</b>
4.1.1	Acquisition d'ARMINA RESSOURCES MINIÈRES SARL .....	16
4.1.2	Acquisition de SOTRAPMAG SAS.....	17
4.1.3	Contribution des regroupements d'entreprises au résultat consolidé de 2010.....	17
4.1.4	Immobilisations incorporelles et corporelles .....	17
4.1.5	Flux d'immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs brutes) .....	18
4.1.6	Flux d'amortissements et de pertes de valeur des actifs incorporels et corporels .....	18
4.2	<b>Autres actifs financier .....</b>	<b>18</b>
4.3	<b>Stocks et encours .....</b>	<b>18</b>
4.4	<b>Clients et comptes rattachés .....</b>	<b>19</b>
4.5	<b>Autres actifs non courants et courants .....</b>	<b>19</b>
4.6	<b>Impôts sur les sociétés .....</b>	<b>19</b>
4.6.1	Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif .....	19
	Les retraitements non taxés correspondent pour l'essentiel aux écarts d'acquisition négatifs constatés pour ARMINA et SOTRAPMAG.....	19
4.6.2	Ventilation de la charge d'impôt .....	19
4.6.3	Situation fiscale latente .....	19
4.6.4	Ventilation des impôts différés par nature.....	20
4.6.5	Dettes et créances d'impôt.....	20
4.7	<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie .....</b>	<b>20</b>
4.8	<b>Actifs détenus en cours de cession.....</b>	<b>20</b>
4.9	<b>Capitaux propres.....</b>	<b>20</b>
4.9.1	Évolution du capital .....	20
4.9.2	Actionnariat.....	21
4.10	<b>Païements en actions .....</b>	<b>21</b>
4.11	<b>Résultat par action .....</b>	<b>21</b>
4.12	<b>Provisions pour indemnités de départ à la retraite.....</b>	<b>22</b>
4.13	<b>Variation des provisions pour risques et charges.....</b>	<b>23</b>

<b>4.14</b>	<b>Emprunts et dettes financières</b> .....	<b>23</b>
4.14.1	Variation des emprunts et dettes financières.....	23
4.14.2	Échéancier des emprunts et dettes financières .....	23
<b>4.15</b>	<b>Emprunts obligataires</b> .....	<b>23</b>
<b>4.16</b>	<b>Autres passifs courants et non courants</b> .....	<b>24</b>
<b>4.17</b>	<b>Engagements et passifs éventuels</b> .....	<b>24</b>
4.17.1	Engagements financiers donnés.....	24
4.17.2	Engagements financiers reçus.....	25
<b>4.18</b>	<b>Ventilation du chiffre d'affaires</b> .....	<b>25</b>
<b>4.19</b>	<b>Production immobilisée</b> .....	<b>25</b>
<b>4.20</b>	<b>Charges d'exploitation</b> .....	<b>25</b>
4.20.1	Ventilation des achats consommés .....	25
4.20.2	Charges de personnel.....	25
4.20.3	Autres charges d'exploitation nettes des produits.....	25
<b>4.21</b>	<b>Dotations et reprises aux amortissements et provisions</b> .....	<b>26</b>
<b>4.22</b>	<b>Coût de l'endettement</b> .....	<b>26</b>
<b>4.23</b>	<b>Notes relatives au tableau de flux de trésorerie</b> .....	<b>26</b>
4.23.1	Détermination de la capacité d'autofinancement .....	26
4.23.2	Détermination de la trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales .....	26
4.23.3	Détermination du besoin en fonds de roulement.....	27
<b>4.24</b>	<b>Note relative aux parties liées</b> .....	<b>27</b>
<b>4.25</b>	<b>Information sectorielle</b> .....	<b>27</b>
4.25.1	Information par groupe d'activité.....	27
4.25.2	Informations par zone géographique .....	27
<b>5</b>	<b>PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS</b> .....	<b>27</b>
5.1	Tableau de passage du bilan consolidé principe comptable Français au bilan consolidé IFRS à la date de transition .....	28
5.2	Tableau de passage du bilan consolidé principe comptable Français au bilan consolidé IFRS au 31 décembre 2009 .....	29
5.3	Tableau de passage du Compte de Résultat consolidé principe comptable Français au compte de résultat consolidé IFRS .....	30
5.4	Notes relatives aux ajustements liés à la première adoption des IFRS.....	30
5.4.1	IAS 37 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels .....	30
5.4.2	IFRS 6 – Prospection et Evaluation des ressources minérales .....	30
5.4.3	Autres Ajustements IFRS .....	31
<b>6</b>	<b>AUTRES NOTES</b> .....	<b>31</b>
6.1	Effectifs .....	31
6.2	Rémunération des mandataires sociaux .....	31
6.3	Faits exceptionnels .....	31
6.4	Événements postérieurs .....	31
6.4.1	BSAR .....	31
6.4.2	Coupon obligataire .....	32
<b>7</b>	<b>LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES</b> .....	<b>32</b>

# **COMPTES CONSOLIDÉS**

## **Du 01/01/2010 au 31/12/2010**

## ***BILAN CONSOLIDÉ***

<i>En K€</i>	Notes	31/12/2010	31/12/2009
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs non courants</b>		<b>54 793</b>	<b>25 788</b>
Écarts d'acquisition			
Immobilisations incorporelles	4.1.4	47 249	16 952
Immobilisations corporelles	4.1.4	7 286	7 316
Immeubles de placement			
Actifs financiers : prêts et créances	4.2	252	44
Actifs financiers : titres non consolidés		6	1 477
Titres mis en équivalence			
Impôt différé			
Autres actifs non courants			
<b>Actifs courants</b>		<b>3 500</b>	<b>1 028</b>
Stocks et en-cours	4.3	363	535
Clients et comptes rattachés	4.4	142	71
Autres actifs courants	4.5	275	177
Créance d'impôt	4.6.5	361	175
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	4.7	2 359	70
<b>Actifs destinés à la vente</b>			
<b>Total de l'actif</b>		<b>58 293</b>	<b>26 816</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	4.9	<b>36 357</b>	<b>16 666</b>
Capital		4 263	3 957
Primes		34 821	31 736
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		3	(4)
Réserves et résultat consolidés		(2 730)	(19 023)
<b>Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>			
<b>Passifs non courants</b>		<b>14 296</b>	<b>1 399</b>
Provisions	4.13	24	13
Instruments financiers dérivés	4.15	775	
Dettes financières à plus d'un an	4.14	5 118	1 386
Impôts différés	4.6.4	8 379	
Autres passifs non courants			
<b>Passifs courants</b>		<b>7 640</b>	<b>8 751</b>
Provisions	4.13	1 742	1 369
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	4.14	1 426	1 251
Fournisseurs et comptes rattachés	4.16	2 399	3 571
Autres passifs courants	4.16	2 073	2 560
Impôt exigible			
<b>Passifs liés à des actifs destinés à la vente</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>58 293</b>	<b>26 816</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En K€</i>	Notes	31/12/2010	31/12/2009
<b>Chiffre d'affaires</b>	4.18	<b>7 258</b>	<b>5 798</b>
Production immobilisée	4.19	2 723	601
Production stockée		(48)	(243)
Autres produits d'exploitation		182	175
Achats consommés	4.20.1	(5 286)	(4 368)
Charges de personnel		(4 247)	(2 802)
Impôts et taxes		(187)	(146)
Dotations aux amortissements et provisions	4.21	(3 517)	(2 482)
Écarts d'acquisition négatifs	4.1	18 676	-
Autres produits d'exploitation	4.20.3	1 234	309
Autres charges d'exploitation	4.20.3	(81)	(233)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>16 706</b>	<b>(3 393)</b>
Pertes de valeur des écarts d'acquisition			
Coûts de restructuration			
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>16 706</b>	<b>(3 393)</b>
Charge d'endettement financier brut	4.22	(883)	(185)
Rémunération de la trésorerie		2	1
<i>Coût de l'endettement financier net</i>		<i>(880)</i>	<i>(184)</i>
Autres charges et produits financiers	4.22	274	(7)
<b>Résultat courant</b>		<b>16 100</b>	<b>(3 583)</b>
Impôt sur le résultat	4.6	53	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence			
<b>Résultat après impôts des activités poursuivies</b>		<b>16 153</b>	<b>(3 583)</b>
Résultat net des activités non poursuivies			
<b>Résultat net</b>		<b>16 153</b>	<b>(3 583)</b>
dont part du Groupe		16 153	(3 583)
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle			
Nombre moyen d'actions		16 440 475	14 030 362
Résultat net par action des activités poursuivies, en euros		0,983	(0,255)
Résultat net par action, en euros		0,983	(0,255)

## ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>En K€</i>	31/12/2010	31/12/2009
<b>Résultat net</b>	<b>16 153</b>	<b>(3 583)</b>
Écarts de conversion	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	4	(5)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts	(1)	1
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>3</b>	<b>(4)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>16 156</b>	<b>(3 587)</b>
dont part du Groupe	16 156	(3 587)
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle		

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En K€</i>	Notes	31/12/2010	31/12/2009
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>16 153</b>	<b>(3 583)</b>
Charges et produits calculés	4.22.1	(15 208)	3 045
Plus et moins-values de cessions		11	-
QP de résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
<b>Capacité d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)</b>	4.23.1	<b>956</b>	<b>(538)</b>
Coût de l'endettement financier net	4.22	880	184
Charge d'impôt	4.6	(53)	-
<b>Capacité d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)</b>		<b>1 784</b>	<b>(354)</b>
Impôts versés	4.6		
Variation du besoin en fonds de roulement	4.23.3	(839)	2 109
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>944</b>	<b>1 755</b>
<b>Opérations d'investissement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles		(609)	(42)
Décassement / acquisition immobilisations corporelles		(4 193)	(1 126)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles		1	-
Décassement / acquisition immobilisations financières		(263)	(33)
Encaissement / cession immobilisations financières		59	27
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	4.23	1	(1 476)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(5 005)</b>	<b>(2 650)</b>
<b>Opérations de financement</b>			
Augmentations de capital ou apports		2 927	1 910
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-	-
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-
Encaissements provenant d'emprunts		5 761	-
Remboursement d'emprunts		(1 459)	(824)
Coût de l'endettement financier net	4.22	(880)	184
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>6 348</b>	<b>902</b>
<b>Flux de trésorerie généré par les activités poursuivies</b>		<b>2 288</b>	<b>7</b>
<b>Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>2 288</b>	<b>7</b>
<i>Incidence des variations de taux de change</i>		-	-
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	4.7	<b>66</b>	<b>60</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	4.7	<b>2 359</b>	<b>66</b>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En K€</i>	Capital	Réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Part du Groupe	Part ne conférant pas le contrôle	Capitaux Propres
<b>31/12/2009</b>	<b>3 957</b>	<b>16 296</b>	<b>(4)</b>	<b>(3 583)</b>	<b>16 666</b>	<b>-</b>	<b>16 666</b>
<b>Résultat net</b>		-	<b>3</b>	<b>16 153</b>	<b>16 156</b>	<b>-</b>	<b>16 156</b>
Augmentation de capital	306	3 085			3 391	-	3 391
Affectation du résultat		(3 583)		3 583	-	-	-
Variation de valeur des stocks options		144			144	-	144
Dividendes		-			-	-	-
Variation de l'autocontrôle sur la période		-			-	-	-
Plus-values sur actions propres		-			-	-	-
Variations de périmètre		-			-	-	-
Autres impacts		-			-	-	-
<b>31/12/2010</b>	<b>4 263</b>	<b>15 941</b>	<b>(1)</b>	<b>16 153</b>	<b>36 357</b>	<b>-</b>	<b>36 357</b>

<i>En K€</i>	Capital	Réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Part du Groupe	Part ne conférant pas le contrôle	Capitaux Propres
<b>31/12/2008</b>	<b>3 058</b>	<b>(1 158)</b>	<b>-</b>	<b>(163)</b>	<b>1 737</b>	<b>-</b>	<b>1 737</b>
Retraitement IFRS		12 843			12 843	-	12 843
<b>01/01/2009</b>	<b>3 058</b>	<b>11 686</b>	<b>-</b>	<b>(163)</b>	<b>14 581</b>	<b>-</b>	<b>14 581</b>
<b>Résultat net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>(3 583)</b>	<b>(3 587)</b>	<b>-</b>	<b>(3 587)</b>
Augmentation de capital	899	4 773			5 673	-	5 673
Affectation du résultat		(163)		163	-	-	-
Variation de valeur des stocks options		-		-	-	-	-
Dividendes		-		-	-	-	-
Variation de l'autocontrôle sur la période		-		-	-	-	-
Plus-values sur actions propres		-		-	-	-	-
Variations de périmètre		-		-	-	-	-
Autres impacts		-		-	-	-	-
<b>31/12/2009</b>	<b>3 957</b>	<b>16 296</b>	<b>(4)</b>	<b>(3 583)</b>	<b>16 666</b>	<b>-</b>	<b>16 666</b>

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**  
**Du 01/01/2010 au 31/12/2010**

## 1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Groupe AUPLATA a pour objet principal l'exploitation minière d'or primaire. Il conduit toutes activités liées à l'exploitation de mines d'or en Guyane Française, et notamment l'extraction et le traitement du minerai, l'affinage de l'or brut produit étant sous-traité chez des industriels indépendants.

Les comptes consolidés du Groupe AUPLATA (le « Groupe ») établis selon les normes IFRS ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 avril 2011.

L'exercice couvre une période de 12 mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010.

## 2 PRINCIPES COMPTABLES

### 2.1 Première adoption

Conformément aux communications au marché effectuées en date du 15 février 2011 et du 20 avril 2011, le Groupe AUPLATA a réalisé son premier jeu de comptes en normes IFRS au 31 décembre 2010 avec le 1<sup>er</sup> janvier 2009 comme date de transition.

Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1 - *Première application des IFRS*, les options suivantes ont été retenues par la Société :

- Instruments financiers : la norme IAS 39 - *Instruments financiers - Comptabilisation et Évaluation* a été appliquée à la date de transition ;
- Avantages à long terme du personnel : conformément à la norme IAS 19 - *Avantages au Personnel*, les écarts actuariels au 31 décembre 2008 ont été comptabilisés en contrepartie des réserves ;
- Paiements basés sur des actions : la norme IFRS 2 a été appliquée aux plans d'attributions gratuites octroyés sur l'exercice 2010, étant précisé que les plans de souscriptions et d'attributions d'actions des exercices antérieurs sont totalement acquis à la date de transition ;
- Immobilisations incorporelles : la Société a retenu l'option de réévaluer à la juste valeur ses immobilisations à la date de transition ;
- Provisions pour passifs environnementaux : le Groupe AUPLATA a évalué ses provisions pour remises en état des sites au 1<sup>er</sup> janvier 2009 conformément à IAS 37 et a estimé le montant à inclure dans la valeur de ses actifs.

La Note 5 de l'Annexe intitulée « Première adoption des IFRS » présente le rapprochement entre les normes IFRS et les principes comptables français à la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### 2.2 Base de préparation des états financiers

En application des règlements européens, les états financiers du Groupe AUPLATA sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2010 (IAS/IFRS).

Les options retenues pour la première application des normes internationales, ainsi que la nature et l'incidence des changements de principes et méthodes comptables sur le bilan d'ouverture et de clôture et les résultats de l'exercice 2009, établis selon le référentiel français, sont décrits en Note 5 de la présente Annexe.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondi aumillier d'euros le plus proche.

### 2.3 Principes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient, directement ou indirectement, le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe a une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise d'effet du contrôle exclusif ou de l'influence notable ou jusqu'à la date de perte de celles-ci.

La consolidation est réalisée à partir de comptes établis au 31 décembre.

La liste des filiales et participations consolidées est présentée en Note 7 de l'Annexe. Certaines filiales non significatives au regard du Groupe ne sont pas consolidées.

### 2.4 Textes applicables après le 31 décembre 2010

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les textes suivants :

- IAS 24 révisée - *Information relative aux parties liées*. Cette révision applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2011 clarifie principalement les informations à fournir par les émetteurs contrôlés par un État. Cette révision n'aura pas d'incidence sur les informations communiquées dans la Note 4.23 de l'Annexe.

- Amendement à IFRIC 14 - *Paiements anticipés des exigences de financement minimal*. Cet amendement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2011 corrige une conséquence non intentionnelle de la version initiale d'IFRIC 14. Pour évaluer l'actif d'un régime d'avantages du personnel, cette interprétation interdisait dans certaines circonstances de tenir compte des cotisations versées par anticipation et pouvant être imputées en diminution des cotisations minimales futures. Le Groupe n'anticipe pas un impact relatif à cet amendement.
- IFRIC 19 - *Extinction d'un passif financier avec des instruments de capitaux propres*. Cette interprétation applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2011 clarifie la comptabilisation et l'évaluation des actions émises pour éteindre un passif financier. Ce type de financement qui consiste à échanger une dette contre une participation au capital ne fait pas partie, à date, des principes de gestion du capital du Groupe.

#### 2.4.1 Améliorations des IFRS (avril 2009)

Ce projet continu apporte une série d'amendements nécessaires aux textes existants. Par ailleurs, les textes suivants ne concernent pas les transactions, événements ou conditions existant dans le Groupe : Révision de IFRS 1 - *Première adoption des IFRS* ; Amendement à IFRS 1 : exemptions supplémentaires pour les premiers adoptants ; Amendement à IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions réglées en trésorerie dans un Groupe* ; Amendement à IAS 32 : classement des droits de souscription émis ; IFRIC 12 - *Accords de concession de services* ; IFRIC 15 - *Accords pour la construction d'un bien immobilier* ; IFRIC 17 - *Distributions en nature aux actionnaires* et IFRIC 18 - *Transferts d'actifs des clients*.

#### 2.4.2 IFRIC 19, Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres

Cette interprétation applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2011 clarifie que la comptabilisation et l'évaluation des actions destinées à couvrir ce risque peuvent être détenues par une ou plusieurs entités du Groupe. Cette interprétation n'aura pas d'incidence sur la comptabilisation des couvertures d'investissements nets dans les activités à l'étranger.

### 2.5 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des postes pour lesquels les normes IFRS requièrent une évaluation à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retiennent certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs (principalement les droits miniers inscrits en immobilisations incorporelles) et de passifs (principalement les provisions pour remise en état des sites) inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

#### 2.5.1 Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements survenant entre la date de clôture et l'autorisation de leur publication par le Conseil d'Administration ne donnent lieu à un ajustement que s'ils révèlent, précisent ou confirment des situations existantes à la date de clôture.

#### 2.5.2 Résultat par action

Le Groupe AUPLATA présente dans ses états financiers un résultat de base par action et un résultat dilué par action. Le résultat de base par action est égal au résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action simule l'effet dilutif des plans d'attributions gratuites d'actions accordées par le Groupe.

#### 2.5.3 Regroupement d'entreprise

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs, les passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise.

L'écart d'acquisition (« Goodwill ») représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) moins le montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les éventuels écarts d'acquisition négatifs sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des titres miniers et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsqu'une perte de valeur sur les titres est identifiée, le Groupe est amené à constater une provision.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels obtenus.

Le Groupe enregistre, en autres charges opérationnelles, les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés directement en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue en cas de prise de contrôle. Dans le cas d'une acquisition complémentaire permettant d'obtenir le contrôle conjoint d'une société précédemment sous influence notable, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue est comptabilisé en capitaux propres.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27 révisée, les rachats de minoritaires dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts à des minoritaires sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables à la société-mère de la différence entre le coût d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Lorsque des circonstances particulières le justifient (modifications profondes et structurelles des conditions techniques, réglementaires ou de marché, rentabilité insuffisante, etc.), une dépréciation des écarts d'acquisition est constatée, conformément à la méthodologie décrite ci-après. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

#### 2.5.4 Pertes de valeur

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute.

Pour les actifs non courants autres que les écarts d'acquisition ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque arrêté.

#### 2.5.5 Immobilisations incorporelles

##### 2.5.5.1 Frais de recherche minière

Les frais de recherche minière se rapportant à un projet qui, à la date de clôture des comptes, est identifiable, évaluable de manière fiable et a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont immobilisés.

Les frais de recherche minière immobilisés sont amortis à partir de la date de début d'exploitation du site, et sur la durée estimée d'exploitation.

En l'absence de découvertes d'un gisement laissant présager une probable exploitation commerciale, les dépenses d'exploration, c'est-à-dire de recherche de connaissances nouvelles sur le potentiel minier, la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone géographique sont comptabilisées immédiatement en charges en résultat opérationnel courant.

##### 2.5.5.2 Droits miniers

Les droits miniers sont comptabilisés à l'actif en immobilisations incorporelles et sont évalués à leur juste valeur à la date de 1<sup>ère</sup> adoption des normes IFRS (Note 4.1.4 de l'Annexe).

Les actifs incorporels relatifs aux droits miniers sont amortis à partir de la date de mise en exploitation du site minier et sur la durée estimée d'exploitation.

##### 2.5.5.3 Pertes de valeur

Les immobilisations incorporelles amorties font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans le résultat opérationnel courant, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

#### 2.5.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de terrains, constructions et matériels de production et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent les immobilisations, sans prendre en compte de valeurs résiduelles. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

▪ constructions et agencements	3 à 7 ans
▪ installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
▪ agencements divers	5 à 7 ans
▪ Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles directement rattachées à l'activité tiennent compte des cycles de vie estimés des produits d'exploitation. Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement, et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les amortissements sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans le résultat opérationnel courant, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

#### **2.5.7 Actifs (ou Groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession**

Le Groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou Groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou Groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le Groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou Groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan, sans retraitement des périodes antérieures.

La perte de contrôle d'une filiale, ou une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

#### **2.5.8 Contrats de location**

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés, en contrepartie d'une dette financière, lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Les contrats de locations dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

#### **2.5.9 Actifs financiers**

Les titres de participation non consolidés sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition puis ultérieurement pour leur juste valeur si celle-ci peut être évaluée de façon fiable. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable, les titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, déduction faite des éventuelles dépréciations estimées nécessaires.

Une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres en deçà de son coût constitue également une indication objective de dépréciation. Les prêts et créances présentés en actifs financiers non courants sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

#### **2.5.10 Stocks, encours et reconnaissance des revenus**

Les stocks de matières premières, produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur de réalisation nette estimée. Le coût de revient est calculé selon la méthode FIFO ou du coût moyen pondéré.

Le minerai extrait, non traité ou en cours de traitement à la date d'arrêté des comptes, n'est pas valorisé.

L'or est valorisé sur la base des coûts de production de la mine dont il est extrait et des autres coûts engagés pour l'amener dans l'état et à l'endroit où il se trouve. Toutefois, si ce coût constaté est supérieur au cours de vente effective de l'or, vente réalisée dans les jours qui suivent l'arrêté des comptes compte tenu des modes de fonctionnement du Groupe, une provision est alors passée, provision correspondant à la différence entre ce coût de production et le prix de réalisation.

Aucun mécanisme de couverture n'est mis en place par le Groupe, les stocks d'or récurrents n'étant pas significatifs compte tenu des ventes régulièrement réalisées par le Groupe.

#### **2.5.11 Créances et dettes**

Les créances et dettes en euros sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

L'identification des créances douteuses ainsi que le montant des provisions correspondantes est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives sur créances, l'analyse par ancienneté des comptes à recevoir et une estimation détaillée de comptes à recevoir spécifiques ainsi que des risques de crédit qui s'y rapportent.



### 2.5.12 Écarts de conversion – Risques de change

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions ou le cours de couverture. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture ou au taux de couverture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier.

### 2.5.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus et les valeurs mobilières de placement satisfaisant aux critères retenus par IAS 7.

Les intérêts courus acquis sur des comptes à terme sont enregistrés dans les produits financiers.

### 2.5.14 Provisions pour risques et charges

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis à vis d'un tiers antérieure à la date de clôture, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements. Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques.

### 2.5.15 Provision pour remise en état des sites

Dans le cas d'une dégradation immédiate, la provision pour remise en état des sites est constituée immédiatement pour le montant total du coût de la remise en état, dès la réalisation de l'installation (ou de la dégradation). Ce coût total est inclus dans le coût de l'actif lié, et l'étalement du coût de la dégradation immédiate s'effectue par le biais de l'amortissement, qui est incorporé dans le coût de production. La provision pour remise en état s'enregistre dans un compte de provisions pour risques et charges.

Dans le cas d'une dégradation progressive, la provision doit être constatée à hauteur du montant des travaux correspondant à la dégradation effective du site à la date de clôture de l'exercice. Aucune provision ne peut donc être constatée pour la partie du site qui n'a pas encore été exploitée, donc dégradée. La contrepartie de cette provision est une charge.

Les obligations de remise en état des sites peuvent être naitre de la réalisation de :

- dégradations immédiates nécessaires à l'exploitation future (cas de campagnes de découverte, d'installations devant être démantelées...);
- dégradations progressives causées par l'exploitation ou l'extraction.

Les passifs de remise en état sont inflatés et actualisés conformément aux normes IFRS à un taux sans risque avant impôt mais tenant compte des risques spécifiques liés au passif.

Les variations de l'évaluation d'un passif existant relatif au démantèlement ou à la remise en état qui résultent des variations de l'échéancier ou du montant estimé des sorties de trésorerie représentatives d'avantages économiques nécessaires pour éteindre l'obligation, ou une variation du taux d'actualisation ou d'inflation, sont ajoutées ou déduites du coût de l'actif lié dans la période courante ; le montant déduit du coût de l'actif ne doit pas excéder sa valeur comptable. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est immédiatement comptabilisé en résultat.

Un premier adoptant n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions concernant les variations de tels passifs qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS.

Le coût de la désactualisation est comptabilisé en résultat financier.

### 2.5.16 Impôts différés et situation fiscale latente

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés, et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale.

### 2.5.17 Actions propres

Aucune action propre n'est détenue à la clôture de l'exercice.

## 2.5.18 Paiement en action

### 2.5.18.1 Bons de souscription d'action remboursable

En date du 1<sup>er</sup> mars 2010, le Groupe AUPLATA a émis des bons de souscription d'actions remboursables (« BSAR ») au profit de l'ensemble des actionnaires détenteurs de titres AUPLATA au 26 février 2010. Ces instruments étaient dénouables par la livraison d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de cash, soit 6 BSAR permettent de souscrire une action à un prix de 3,66 € par action.

Ces bons de souscription d'actions remboursables sont des instruments de capitaux propres et ne répondent pas aux critères d'instrument de dettes tels que définis par IAS 32 -*Instruments Financiers – Présentation*. Aucun impact comptable n'est à constater au regard des normes IFRS.

### 2.5.18.2 Attributions gratuites d'actions

Le Groupe AUPLATA a mis en place en janvier et octobre 2010 deux plans d'attributions gratuites d'actions, en partie sous conditions de performance liée à la production d'or cumulée sur la période. La juste valeur est déterminée au prix de marché des actions de l'entité (ou à un prix de marché estimé, si les actions de l'entité ne sont pas cotées) ajusté pour prendre en compte les caractéristiques et conditions d'attribution des actions

Le nombre d'actions pris en compte pour valoriser les plans est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la probabilité de présence des bénéficiaires aux fins de périodes d'indisponibilité des droits.

L'avantage valorisé équivaut à une rémunération des bénéficiaires qui est donc comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

## 2.5.19 Instruments financiers dérivés

Le Groupe a émis le 1<sup>er</sup> mars 2010 des obligations au nombre de 10 788 d'une valeur nominale et d'un prix d'émission de 500 € par obligation soit un montant brut de l'émission de 5 394 000 €. La durée de vie des obligations est de 5 ans. Le taux d'intérêt annuel servi est de 8% pour la première année (périodicité annuelle des intérêts) puis de 6% pour les années suivantes augmenté d'une marge en fonction du cours moyen de l'once d'or de l'année précédente.

Les obligations émises par le Groupe contiennent un dérivé incorporé tel que défini par IAS39. Une composante Or a donc été enregistrée séparément de la composante dette. Sa juste valeur à l'initiation est enregistrée en compte d'instrument financier (dérivé ou dette) puis les variations de juste valeur constatées à chaque arrêté de comptes, sont enregistrées en compte de résultat (résultat financier). La juste valeur de la composante Or a été déterminée suivant le modèle de Black-Scholes

Le montant résiduel a été enregistré en dette au coût amorti (enregistrement au TIE ou taux d'intérêt effectif), conformément aux principes IFRS.

## 2.5.20 Crédit d'impôt recherche (CIR)

Conformément aux normes IAS 12 - *Impôts sur le résultat* et IAS 20 - *Subventions publiques*, les crédits d'impôt recherche sont constatés au sein du résultat opérationnel courant plutôt qu'en diminution de la charge d'impôt, s'ils ne sont pas générés par des dépenses de recherche et développement inscrites à l'actif du bilan consolidé. S'ils sont générés par des dépenses de recherche et développement inscrites à l'actif du bilan consolidé, les crédits d'impôt recherche sont constatés en produits différés au passif et sont constatés en produits au rythme des amortissements futurs.

## 2.5.21 Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultent d'évènements passés, mais dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'évènements futurs incertains. Les passifs éventuels incluent également les obligations non comptabilisées car leur montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les actifs et passifs éventuels sont mentionnés dans les notes aux comptes consolidés, à l'exception des passifs éventuels repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont comptabilisés selon les critères définis par la norme IFRS3.

## 2.5.22 Engagements de retraite

Le Groupe constitue des provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de fin de carrière) et au titre des régimes d'avantages à long terme (médailles du travail). Cette provision pour indemnités est mise à jour annuellement, sur la base des barèmes de droits en vigueur, de l'évolution de l'assiette de calcul, des hypothèses de turn-over et de mortalité et du taux d'actualisation (Note 4.12 de l'Annexe).

Les provisions (ou actifs) comptabilisés correspondent à la valeur actualisée de l'engagement diminuée de la juste valeur des actifs du régime et du coût des services passés et différences actuarielles non comptabilisés. Les taux d'actualisation sont arrêtés par référence à la moyenne sur 5 ans des taux sans risque.

Les écarts actuariels sont intégralement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice au cours duquel ils sont constatés (méthode dite SORIE).

### 3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est fournie en Note 7 de l'Annexe. Les sociétés non consolidées sont les suivantes :

En K€	% contrôle	Capital <i>Capitaux propres</i>	Valeur brute des titres <i>Valeur nette des titres</i>	Chiffre d'affaires <i>Résultat net</i>	Observations
SMD	90%	1 (4,6)	0,9 0,9	N/C N/C	Non significatif
CMD9	100%	5 5	5 5	N/C N/C	Non significatif

Les variations de périmètre de l'exercice sont les suivantes :

- ARMINA RESSOURCES MINIÈRES SARL
- SOTRAPMAG SAS

Celles-ci sont détaillées en Note 4.1 de l'Annexe.

### 4 NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

#### 4.1 Écarts d'acquisition

##### 4.1.1 Acquisition d'ARMINA RESSOURCES MINIÈRES SARL

En vertu d'un protocole de vente entre Golden Star Resources Ltd. et AUPLATA SA signé le 19 novembre 2009, AUPLATA a acquis la société GOLDEN STAR RESSOURCES MINIÈRES rebaptisée ARMINA RESSOURCES MINIÈRES SARL « ARMINA ». L'acquisition d'ARMINA est rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

L'écart d'acquisition lié à l'acquisition d'ARMINA est déterminé comme suit :

En K€	
Prix d'acquisition	249
Complément de prix	-
Situation nette réévaluée	6 539
<b>Écart d'acquisition (« Badwill »)</b>	<b>(6 290)</b>

Les actifs et passifs acquis se décomposent comme suit :

En K€	Valeur comptable	Réévaluation à la juste valeur	Entrée de périmètre
Incorporels (1)	40	8 100	8 140
Corporels	72	-	72
Corporels location financement	-	41	41
Financiers	18	(16)	2
Autres créances	35	33	1
Disponibilités	5	-	5
Provisions pour risques	(2)	-	(2)
Dettes d'exploitation	(70)	-	(70)
Dettes hors exploitation (2)	(3 629)	3 544	(82)
IFC	-	(7)	(7)
IDA/IDP (3)	-	(1 561)	(1 561)
<b>Totaux</b>	<b>(3 529)</b>	<b>10 068</b>	<b>6 539</b>

- (1) La réévaluation des actifs incorporels à leur juste valeur correspond aux droits miniers de Bon Espoir estimés selon la méthode décrite au paragraphe 5.4.2
- (2) La juste valeur de cette dette correspond au rachat par AUPLATA de la dette GOLDEN STAR LTD pour 1\$
- (3) Les IDP correspondent aux impôts différés liés aux réévaluations nettes des déficits reportables reconnus.

#### 4.1.2 Acquisition de SOTRAPMAG SAS

En vertu d'un protocole de vente entre Golden Star Resources Ltd. et AUPLATA signé le 19 novembre 2009, AUPLATA a acquis la société SOTRAPMAG SAS (« SOTRAPMAG »). Le transfert juridique des actions SOTRAPMAG étant intervenu le 22 octobre 2010, l'acquisition de cette dernière est prise en compte à compter du 31 octobre 2010 sur la base des comptes au 31 août 2010 (intégrée globalement de septembre à décembre 2010).

L'écart d'acquisition lié à l'acquisition de SOTRAPMAG est déterminé comme suit :

<i>En K€</i>	
<b>Prix d'acquisition</b>	<b>1 245</b>
Complément de prix	748
Situation nette réévaluée	14 380
<b>Écart d'acquisition (« Badwill »)</b>	<b>(12 386)</b>

Les actifs et passifs acquis se décomposent comme suit:

<i>En K€</i>	Valeur comptable	Réévaluation à la juste valeur	Entrée de périmètre
Incorporels (1)	-	21 600	21 600
Créances d'exploitation	3	-	3
Disponibilités	14	-	14
Provisions pour risques	-	(350)	(350)
Dettes d'exploitation (2)	(369)	353	(16)
Dettes hors exploitation (2)	(6 993)	6 993	-
IDA/IDP (3)	-	(6 871)	(6 871)
<b>Totaux</b>	<b>(7 345)</b>	<b>21 725</b>	<b>14 380</b>

- (1) La réévaluation des actifs incorporels à leur juste valeur correspond aux concessions Paul Isnard estimées selon la méthode décrite au paragraphe 5.4.2
- (2) Ces dettes correspondaient dans les comptes au 31 août 2010 au compte courant et à une dette de management fees vis-à-vis de l'Associé Unique de SOTRAPMAG (EURO RESSOURCES). En date d'acquisition soit le 31 octobre 2010 ces dettes ont été totalement incorporées au capital.
- (3) Les IDP correspondent aux impôts différés liés aux réévaluations des incorporelles principalement nettes des déficits reportables reconnus.

#### 4.1.3 Contribution des regroupements d'entreprises au résultat consolidé de 2010

<i>En K€</i>	ARMINA	SOTRAPMAG
<b>1- Contributions depuis la date d'acquisition</b>		
Chiffre d'affaires	5	-
Résultat opérationnel	(280)	(14)
Résultat Net	(153)	(5)
<b>2- Contributions depuis le début de la période (1)</b>		
Chiffre d'affaires	5	-
Résultat opérationnel	(280)	(41)
Résultat Net	(153)	(24)

- (1) Produits et résultats réalisés par les regroupements comme si ceux-ci avaient pris effet au début de la période

#### 4.1.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>En K€</i>	Valeurs brutes	31/12/2010 Amortissements / pertes de valeur	Valeurs nettes	31/12/2009 Valeurs Nettes
Dieu Merci	1 190	23	1 166	688
Courriège	171	-	171	163
Yaou	8 312	-	8 312	8 200
Dorlin	7 900	-	7 900	7 900
Paul Isnard	21 600	172	21 428	-
Bon Espoir	8 272	-	8 272	-
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>47 444</b>	<b>195</b>	<b>47 249</b>	<b>16 952</b>
Terrains	766	478	288	188
Constructions	5 437	3 152	2 286	2 866
Installations techniques, matériels et outillages industriels	9 616	7 466	2 150	3 232
Autres immobilisations corporelles	1 015	841	174	22
Immobilisations corporelles en cours	2 505	317	2 188	607
Avances et acomptes	200	-	200	400
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>19 539</b>	<b>12 253</b>	<b>7 286</b>	<b>7 316</b>

#### 4.1.5 Flux d'immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs brutes)

En K€	Ouverture	Mvts périmètre	Augmen- tations	Diminutions	Autres mvts	Clôture
Dieu Merci	700	-	490	-	-	1 190
Courriège	163	-	7	-	-	171
Yaou	8 200	-	112	-	-	8 312
Dorlin	7 900	-	-	-	-	7 900
Paul Isnard		21 600	-	-	-	21 600
Bon Espoir		8 280	-	-	-	8 280
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>16 963</b>	<b>29 880</b>	<b>609</b>	<b>8</b>		<b>47 444</b>
Terrains	197	-	-	-	569	766
Terrains - crédit-bail		-	-	-	-	
Constructions	5 683	-	217	-	(463)	5 437
Constructions - crédit-bail		-	-	-	-	
Installations techniques	5 097	63	975	27	753	6 861
Installations techniques - crédit-bail	4 258		18	1 521		2 754
Autres immo. corporelles	1 205	152	63	126	(279)	1 015
Immobilisations corporelles en cours	715	46	1 976	46	(187)	2 505
Avances et acomptes	400		302		(502)	200
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>17 555</b>	<b>261</b>	<b>3 551</b>	<b>1 720</b>	<b>(108)</b>	<b>19 539</b>

#### 4.1.6 Flux d'amortissements et de pertes de valeur des actifs incorporels et corporels

En K€	Ouverture	Mvts périmètre	Dotations	Reprises	Diminutions	Autres mvts	Clôture
Dieu Merci	11	-	12	-	-	-	23
Courriège	-	-	-	-	-	-	-
Yaou	-	-	-	-	-	-	-
Dorlin	-	-	-	-	-	-	-
Paul Isnard	-	-	-	-	-	-	-
Bon Espoir	-	140	40	-	8	-	172
<b>Totaux</b>	<b>11</b>	<b>140</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>8</b>		<b>195</b>
Terrains	9	-	116	-	-	354	478
Terrains - crédit-bail		-	-	-	-	-	
Constructions	2 817	-	677	-	-	(343)	3 152
Constructions - crédit-bail		-	-	-	-	-	
Installations techniques	3 060	46	1 595	-	17	469	5 154
Instal techniques - crédit-bail	3 063	-	768	-	1 519	-	2 312
Autres immo. corporelles	1 183	102	163	1	126	(480)	841
Immobilisations corporelles en cours	108	-	317	-	-	(108)	317
<b>Totaux</b>	<b>10 240</b>	<b>149</b>	<b>3 636</b>	<b>1</b>	<b>1 662</b>	<b>(108)</b>	<b>12 253</b>

Au 31 décembre 2010, les immobilisations incorporelles ont été comptabilisées à leur juste valeur conformément à IFRS 1. La réalisation de tests de dépréciation sur l'ensemble des autres actifs n'a pas conduit à constater de pertes de valeur.

## 4.2 Autres actifs financier

En K€	31/12/2010 Net	31/12/2009 Net
Prêts	-	-
Dépôts et cautionnements	252	44
Autres immobilisations financières	-	-
<b>Totaux prêts et créances</b>	<b>252</b>	<b>44</b>

## 4.3 Stocks et encours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

En K€	31/12/2010		31/12/2009			
	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes
Matières premières	363	-	363	487	-	487
En cours	-	-	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	48	-	48
Marchandises	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAUX STOCKS ET EN-COURS</b>	<b>363</b>	<b>-</b>	<b>363</b>	<b>535</b>	<b>-</b>	<b>535</b>

#### 4.4 Clients et comptes rattachés

<i>En K€</i>	31/12/2010	31/12/2009
Valeurs brutes	172	101
Pertes de valeur	30	30
<b>Valeurs nettes</b>	<b>142</b>	<b>71</b>

#### 4.5 Autres actifs non courants et courants

<i>En K€</i>	31/12/2010		31/12/2009	
	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Comptes courants débiteurs	-	-	-	-
<b>Totaux autres débiteurs non courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Avances et acomptes versés	26	-	26	38
Débiteurs divers	3	-	3	26
Autres débiteurs	159	-	159	89
Comptes courants débiteurs	64	-	64	0
Charges constatées d'avance	23	-	23	23
<b>Totaux autres débiteurs courants</b>	<b>275</b>	<b>-</b>	<b>275</b>	<b>177</b>

#### 4.6 Impôts sur les sociétés

##### 4.6.1 Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

<i>En K€</i>	
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>16 153</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-
Résultat net avant mise en équivalence	16 153
Charge d'impôt	(53)
Résultat avant impôt	16 100
Taux d'impôt	33,33%
<b>Impôt théorique</b>	<b>5 366</b>
Ecart sur différences permanentes	3
Déficits de l'exercice non activés	815
Retraitements non taxés	(6 177)
Crédit d'impôt	(61)
<b>Charge d'impôt effectivement constatée</b>	<b>(53)</b>
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>(0,33)%</b>

Les retraitements non taxés correspondent pour l'essentiel aux écarts d'acquisition négatifs constatés pour ARMINA et SOTRAPMAG.

##### 4.6.2 Ventilation de la charge d'impôt

<i>En K€</i>	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés	(53)	-
Impôts exigibles	-	-
<b>Charge d'impôt</b>	<b>(53)</b>	<b>-</b>

##### 4.6.3 Situation fiscale latente

<i>Bases en M€</i>	31/12/2010	31/12/2009
Solde des déficits reportables	10,8	8,4
<b>Totaux</b>	<b>10,8</b>	<b>8,4</b>

#### 4.6.4 Ventilation des impôts différés par nature

<i>En K€</i>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2009</b>
Décalages temporaires	-	-
Déficits reportables	-	-
<b>Total impôts différés actif</b>	-	-
Décalages temporaires	19 440	8 141
Déficits reportables	(11 061)	(8 141)
<b>Total impôts différés passif</b>	<b>8 379</b>	-

Des déficits reportables ont été activés à hauteur des impôts différés passif générés principalement par les réévaluations des titres miniers pour AUPLATA et SMYD. Les 8 379 K€ d'impôts différés passif nets ont été générés par la réévaluation des actifs à la juste valeur pour ARMINA et SOTRAPMAG lors de leur entrée dans le périmètre.

#### 4.6.5 Dettes et créances d'impôt

<i>En K€</i>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2009</b>
Créance d'impôt (Crédit Impôt Recherche)	361	175
Impôt exigible	-	-
<b>Créance / (dette) d'impôt nette</b>	<b>361</b>	<b>175</b>

#### 4.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En K€</i>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2009</b>
VMP	1 957	-
Disponibilités	402	70
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 359</b>	<b>70</b>
Concours bancaires	-	-
<b>Totaux</b>	<b>2 359</b>	<b>66</b>

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des SICAV de trésorerie.

#### 4.8 Actifs détenus en cours de cession

Au 31 décembre 2010, la Société AUPLATA ne détient pas d'actifs non courants en vue de la vente au regard d'IFRS 5.

#### 4.9 Capitaux propres

Au 31 décembre 2010, le capital social du Groupe AUPLATA s'élève à 4 263 050,50 €, constitué de 17 052 202 actions de 0.25 € de nominal chacune, totalement libérées.

##### 4.9.1 Évolution du capital

	<b>Nombre cumulé d'actions</b>	<b>Montant du capital en K€</b>
Capital au 31/12/2008	12 231 975	3 058
Capital au 31/12/2009	15 828 747	3 957
Capital au 31/12/2010	17 052 202	4 263

#### 4.9.2 Actionnariat

	31 décembre 2010				31 décembre 2009			
	Actions	%	Droits de vote	%	Actions	%	Droits de vote	%
Pelican Venture (Famille GORGÉ)	1 608 595	9,43%	3 058 713	16,19	2.666.289	16,8%	2.666.289	16,3%
Michel Juilland (Directement et indirectement via Muriel Mining puis Goldplata)	-	-	-	-	212.952	1,3%	425.904	2,6%
Christian Aubert (Directement et indirectement via Auluxe)	600 009	3,59%	600 018	3,18%	600.009	3,8%	600.018	3,7%
Hydrosol	471 557	2,77%	820 397	4,34%	437.075	2,8%	785.915	4,8%
Alyse Venture	813 141	4,77%	813 146	4,30%	856.341	5,4%	856.341	5,2%
Autres investisseurs significatifs historiques	-	-	-	-	1.293.416	8,2%	1.642.256	10%
Public	13 558 900	79,51%	13 601 863	71,99%	11.056.081	69,8%	11.056.081	67,5%
<b>Total</b>	<b>17.052.202</b>	<b>100 %</b>	<b>18 894 137</b>	<b>100 %</b>	<b>15.828.747</b>	<b>100 %</b>	<b>16.390.548</b>	<b>100 %</b>

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres actionnaires que ceux mentionnés ci-dessus, détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote du Groupe.

#### 4.10 Paiements en actions

Type de plan	BSA	BSAR	AGA	AGA	AGA
Nombre de bénéficiaires	1 personne et 1 société	Ensemble des actionnaires	8	1	10 dont 1 résidant à l'étranger
Support Actions					
Nombre d'actions potentielles	130000	17 006 938	84 000	50 000	240 000
Levée d'options sur l'exercice / attributions définitives	-	271 584	-	-	-
Solde des actions potentielles	130 000	16 735 354	84.000	50 000	240 000
Date de mise en place	21/12/2006	01/03/2010	21/12/2006	06/01/2010	26/10/2010
Début de la période d'exercice / d'acquisition	N/A	N/A	N/A		
Fin de la période d'exercice / date d'acquisition	N/A	N/A	N/A		
Prix de souscription	N/A	N/A	N/A	3,96 €	3,18 €
Valeur des options en K€	-	-	-	98 K€	46 K€

Le plan d'attribution gratuite d'actions mis en place par le Groupe AUPLATA en Octobre 2010 concerne certains salariés de l'entreprise. Les actions sont attribuées selon un critère de performance sur les exercices 2010 et 2011.

#### 4.11 Résultat par action

	31/12/2010	31/12/2009
Nombre moyen pondéré d'actions	16 440 475	14 030 362
Dividende par action versé au titre de l'exercice	-	-
<b>Résultat par action, en euros</b>	<b>0,983</b>	<b>0,255</b>
<b>Résultat par action des activités poursuivies, en euros</b>	<b>0,983</b>	<b>0,255</b>
Actions potentielles dilutives	210 000	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	16 650 475	-
<b>Résultat par action dilué, en euros</b>	<b>0,970</b>	<b>0,255</b>
<b>Résultat par action dilué des activités poursuivies, en euros</b>	<b>0,970</b>	<b>0,255</b>



## 4.12 Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Les principaux paramètres utilisés pour l'exercice sont les suivants:

- mode de départ à l'initiative de l'employé (départ volontaire),
- calcul de l'indemnité selon la convention collective en vigueur dans chacune des sociétés (minière)
- âge de départ supposé 65 ans,
- taux d'actualisation 3,82% (moyenne sur 5 ans du taux des OAT 10 ans sans prime de risque),
- taux de charge 50%,
- turn-over : 15% jusqu'à 34 ans, 10% de 35 à 45 ans, 5% de 46 à 55 ans, 0% au-delà,
- taux de revalorisation des bases de calcul 3%, inflation incluse,
- table INSEE de mortalité 2003-2005,
- Espérance de Durée Résiduelle Moyenne d'Activité (EDRMA) 2010 : 8,55 ans.

<b>VARIATION DE L'OBLIGATION EN K€</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2009</b>
<b>Valeur actualisée de l'obligation à l'ouverture</b>	<b>13</b>	<b>6</b>
Fusion	-	-
Coût des services rendus de la période	7	3
Intérêts sur actualisation	1	-
Cotisations employés	-	-
Coût des services passés	-	-
Acquisition/Cession	-	-
Profit/Perte lié à une liquidation ou réduction de régime	-	-
Pertes et (gains) actuariels générés sur l'obligation	(3)	4
Prestations payées	-	-
<b>Valeur actualisée de l'obligation à la clôture</b>	<b>24</b>	<b>13</b>
<b>COUVERTURE FINANCIÈRE</b>		
Couverture financière	(24)	(13)
Dette initiale non comptabilisée	-	-
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	-	-
Coût des services passés non comptabilisés	-	-
<b>Provision comptabilisée</b>	<b>(24)</b>	<b>(13)</b>
<b>COÛT DE LA PÉRIODE</b>		
Coût des services rendus de la période	7	3
Intérêts sur actualisation	1	-
Rendement attendu des actifs	-	-
Amortissement de la dette initiale	-	-
Amortissement des pertes et gains actuariels	-	-
Amortissement du coût des services passés	-	-
Impact des liquidations ou réductions de régime	-	-
<b>Coût de la période</b>	<b>7</b>	<b>3</b>
<b>VARIATION DU PASSIF COMPTABILISÉ AU BILAN</b>		
<b>Passif ouverture</b>	<b>(20)</b>	<b>(6)</b>
Fusion	-	-
Charge comptabilisée au compte de résultat	(7)	(3)
Prestations versées au cours de l'exercice	-	-
Acquisition	-	-
Écarts actuariels (SORIE)	3	(4)
<b>Passif clôture</b>	<b>(24)</b>	<b>(13)</b>
<b>Coût de la période</b>	<b>7</b>	<b>3</b>
Prestations versées au cours de l'exercice	-	-
Indemnités de fin de contrat	-	-
<b>Impact net résultat</b>	<b>7</b>	<b>3</b>

### 4.13 Variation des provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture	Mvts de périmètre	Dotations	Reprises	Autres mvts	Ecarts de conv.	Clôture
<b>Non courant</b>							
pour retraites	13	7	7	3	-	-	24
<b>Sous-totaux non courant</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	-	-	<b>24</b>
<b>Courant</b>							
Pour litiges	189	-	24	26	-	-	187
Pour remises en état	-	-	-	-	-	-	-
Pour travaux restant à effectuer	-	-	-	-	-	-	-
Pour amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
Pour autres risques et charges	1 180	352	44	22	-	-	1 554
<b>Sous-totaux courant</b>	<b>1 369</b>	<b>352</b>	<b>68</b>	<b>48</b>	-	-	<b>1 742</b>
<b>Totaux</b>	<b>1 382</b>	<b>361</b>	<b>75</b>	<b>51</b>	-	-	<b>1 766</b>

### 4.14 Emprunts et dettes financières

#### 4.14.1 Variation des emprunts et dettes financières

En K€	Ouverture	Act. non pours.	Mvts de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres Mvts	Ecarts de conv.	Clôture
Retraitement des crédits-baux	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire	-	-	-	5 376	253	-	-	5 123
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 634	-	-	-	1 212	-	-	1 421
Instruments financier sdérivés	-	-	-	775	-	-	-	775
Dettes Financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières diverses	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette participation des salariés	-	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	3	-	-	-	3	-	-	-
<b>Totaux dettes financières</b>	<b>2 637</b>	-	-	<b>6 151</b>	<b>1 468</b>	-	-	<b>7 319</b>

#### 4.14.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

En K€	31/12/2010	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	dont inférieur à 5 ans	dont supérieur à 5 ans
Retraitement des crédits-baux	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire	5 123	390	4 733	-	4 733
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 421	1 036	385	385	-
Instruments financiers dérivés	775	-	775	-	775
Autres dettes financières diverses	-	-	-	-	-
Dettes Financières	-	-	-	-	-
Dette participation des salariés	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	-	-	-
<b>Totaux dettes financières</b>	<b>7 319</b>	<b>1 426</b>	<b>5 893</b>	<b>385</b>	<b>5 394</b>

### 4.15 Emprunts obligataires

En K€	Nominal dette coût amorti	Calcul des intérêts au TIE	Intérêts payés	Flux de remboursement	Différentiel TIE / coupons payés
01/03/2010	4 733				
01/03/2011	4 733	467	431		35
01/03/2012	4 768	467	324		143
01/03/2013	4 911	470	324		147
01/03/2014	5 058	484	324		161
01/03/2015	5 219	499	324	5 394	175

## 4.16 Autres passifs courants et non courants

En K€	2010	2009
Fournisseurs	1 332	1 436
Fournisseurs d'immobilisations	1 067	2 135
<b>Totaux fournisseurs</b>	<b>2 399</b>	<b>3 571</b>
Avances et acomptes reçus	-	-
Dettes sociales	1 232	1 314
Dettes fiscales	87	36
Comptes courants créditeurs	4	1 189
Dettes diverses	750	21
Produits différés	-	-
<b>Totaux des autres passifs courants</b>	<b>2 073</b>	<b>2 560</b>
Dettes diverses	-	-
<b>Totaux autres passifs non courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôt exigible</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 4.17 Engagements et passifs éventuels

### 4.17.1 Engagements financiers donnés

#### 4.17.1.1 Redevances Yaou et Dorlin

Dans le cadre de l'acquisition de SMYD auprès de Golden Star Resources Ltd. et de Guyanor, AUPLATA s'est engagée, par contrat, à acquitter une redevance annuelle totale correspondant à 1% du chiffre d'affaires réalisé sur les sites d'exploitation de Yaou et de Dorlin (CA), ainsi qu'une redevance complémentaire de 1% du CA lorsque le total des redevances cumulées versées (soit 1 % du CA) dépassera un seuil s'élevant à 2,134 millions d'euros.

Le total des redevances cumulées au 31 décembre 2010 s'élève à 175 K€.

#### 4.17.1.2 Redevance Paul Isnard

Dans le cadre de l'acquisition des titres miniers Paul Isnard, AUPLATA s'est engagée, par contrat, à acquitter, une redevance trimestrielle sur les ventes sur les 5 premiers millions d'onces produites sur les titres Paul Isnard correspondant à un pourcentage établi de la façon suivante : jusqu'à 2 millions d'onces produites, 10% des ventes au-delà de 400 USD l'once, puis 5% des ventes au-delà de 400 USD pour les 3 millions d'onces suivants

#### 4.17.1.3 Engagements sur les PER Bon Espoir et PER Iracoubo Sud

Dans le cadre du rachat de la société Golden Star Ressources Minières SARL (« GSRM »), détentrice des PER Bon Espoir et Iracoubo Sud filiale à de Golden Star Resources Ltd. en vertu du protocole de vente signé le 19 novembre 2009, AUPLATA a repris les engagements de caution donnés par société GOLDEN STAR Resources Ltd., vis-à-vis du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable, des Transports et du Logement.

AUPLATA s'engage ainsi à donner à sa filiale les moyens lui permettant de remplir les obligations lui incombant en tant que détenteur de titres miniers pour la conduite des travaux d'exploration et de réhabilitation des sites.

Ces engagements s'élèvent à 560 K€ pour le PER Bon Espoir et 1.980 K€ pour le PER Iracoubo Sud.

#### 4.17.1.4 Engagement sur le PER Courrière

Suite à une demande déposée le 17 février 2006, AUPLATA s'est vue octroyer, par arrêté ministériel, en date du 6 mai 2010 et publié au JO du 3 juillet 2010, le Permis d'Exclusif de Recherches dit « Permis de Courrière » (PER Courrière) pour une durée de 5 ans sur une superficie de 14 km<sup>2</sup>. Les engagements de dépenses associés à ce PER se montent à 122,5 milliers d'euros sur la durée de vie du titre.

#### 4.17.1.5 Engagements de loyers, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe AUPLATA a conclu, dans le cadre de son exploitation courante des contrats de location de biens immobiliers, de véhicules et de tout autre matériel (informatiques et bureautiques).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montant non actualisé) :

En K€	1 an	Entre 1 à 5ans	A plus de 5 ans	Total
Biens Immobiliers et autres matériels	383	19	-	402
<b>Total</b>	<b>383</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>402</b>

#### 4.17.2 Engagements financiers reçus

Suite au rachat en date du 28 février 2006 des titres de la société SORIM et de la société TEXMINE, une garantie d'actif et de passif a été établie au bénéfice d'AUPLATA par laquelle les garants se sont engagés à indemniser AUPLATA, à titre d'indemnité dans la limite de 2M €, de tout coûts, dommages, pertes ou préjudices payés ou pris en charge par la SORIM et ou TEXMINE et qui résulteraient d'inexactitudes relatives aux déclarations faites. Cette garantie est assortie d'un seuil de 50K € et expire le 28 février 2011 sauf pour les questions douanières, environnementales, fiscales et sociales pour lesquelles les réclamations peuvent être notifiées jusqu'à l'expiration d'un délai de 1 (un) mois à l'issue du délai de prescription qui leur est respectivement applicable.

#### 4.18 Ventilation du chiffre d'affaires

<i>En K€</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Ventes d'or	7 258	5 798
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>7 258</b>	<b>5 798</b>

#### 4.19 Production immobilisée

<i>En K€</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Production immobilisée	2 723	601

La production immobilisée correspond à des immobilisations produites par la Société au cours de l'exercice à partir de ressources consistant essentiellement en matériaux, utilisation des équipements et de la main d'œuvre. Elle est principalement constituée de l'immobilisation du démonstrateur en cuves agitées dans le cadre du développement du procédé au thiosulfate de sodium, de travaux de remise en état et d'aménagement de l'usine d'Élysée et du Camp Citron sur le site de Paul Isnard ainsi que d'aménagements et de travaux sur les mines de Dieu-Merci et Yaou, non encore mis en service.

#### 4.20 Charges d'exploitation

##### 4.20.1 Ventilation des achats consommés

<i>En K€</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Achats matières premières & autres approvisionnements.	1 595	1 554
Variation stocks matières premières & aut. approvisionnements	124	314
Achats de marchandises	449	-
Achats de sous-traitance	4	-
Achats non stockés, matériel et fournitures	435	273
Autres services extérieurs	1 124	995
Autres charges externes	1 556	1 232
<b>Totaux</b>	<b>5 286</b>	<b>4 368</b>

##### 4.20.2 Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

<i>En K€</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Salaires et traitements	3 178	2 182
Charges sociales	1 069	621

Le taux de charges sociales se situe à un niveau significativement inférieur à celui de la métropole compte tenu des exonérations et abattements locaux.

Au titre de la période, il a été alloué les montants de rémunération suivants :

Conseil d'administration : Néant

Dirigeants : 95 K€ dont 5.5 K€ d'avantages en nature

##### 4.20.3 Autres charges d'exploitation nettes des produits

<i>En K€</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	12	(5)
Cessions d'actifs	(10)	(6)
Autres (1)	1 152	74
<b>Totaux</b>	<b>1 153</b>	<b>76</b>

- (1) incluant un produit de 1 067 K€ constaté sur la période en raison de la certitude acquise qu'une dette est devenue sans objet compte tenu de la stratégie du Groupe.

## 4.21 Dotations et reprises aux amortissements et provisions

En K€	2010	2009
Dotations aux amortissements et provisions		
- immobilisations incorporelles	51	249
- immobilisations corporelles	2 627	2 323
- immobilisations en crédit-bail	808	941
<b>Sous-totaux</b>	<b>3 486</b>	<b>3 015</b>
Dotations aux provisions nettes des reprises		
- stocks et encours	-	(460)
- actif circulant	-	(96)
- risques et charges	31	(24)
<b>Sous-totaux</b>	<b>31</b>	<b>(533)</b>
<b>Totaux dotations nettes aux amortissements et provisions</b>	<b>3 517</b>	<b>2 482</b>
Dont amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur	11	-
<b>Totaux amortissements et provisions, avant amortissement des incorporels reconnus à la JV</b>	<b>3 506</b>	<b>2 482</b>

## 4.22 Coût de l'endettement

En K€	2010	2009
Intérêts et charges assimilés	(883)	(185)
Produits des autres valeurs mobilières	-	1
Résultat net sur cession de VMP	2	-
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(880)</b>	<b>(184)</b>
Autres intérêts et produits assimilés	4	-
Différence nette de change	82	-
Dotations financières nettes des reprises	188	(6)
<b>Total des charges et produits financiers</b>	<b>(605)</b>	<b>(190)</b>

## 4.23 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

### 4.23.1 Détermination de la capacité d'autofinancement

En K€	2010	2009
<b>Résultat net</b>	<b>16 153</b>	<b>(3 583)</b>
Écarts d'acquisition négatifs	(18 676)	-
Dotations/reprises aux amortissements, provisions et pertes de valeur	3 329	3 045
Annulation des plus et moins-values sur actions propres	-	-
Autres	(4)	-
Charge calculée liée aux stocks options et assimilées	144	-
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées	-	-
Dividendes à recevoir des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Plus et moins-value de cessions	11	-
<b>Capacité d'autofinancement avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts</b>	<b>956</b>	<b>(538)</b>

### 4.23.2 Détermination de la trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales

La trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales s'élève à 1 474 K€ et se décompose ainsi:

	Acquisitions	ARMINA	SOTRAPMAG	TOTAUX
A	Prix d'acquisition	249	1 994	2 243
B	Décassement	(249)	(1 245)	(1 494)
C=A-B	Dette	-	748	748
D	Trésorerie acquise	5	15	20
E=D-B	Effet entrée	(244)	(1 230)	(1 474)

L'impact de la trésorerie nette sur acquisitions provient pour l'essentiel de l'exercice 2009 en raison de l'inscription à l'actif du bilan des titres pour 1 476 K€ lors de l'exercice précédent.

### 4.23.3 Détermination du besoin en fonds de roulement

En K€	Ouverture	Mvts de périmètre	Variation exercice	Autres mvts	Clôture
Stocks nets	535		(172)		363
Clients nets	71	2	68		142
Avances et acomptes	38		(13)		26
Créances fiscales et sociales	264		256		520
Comptes courants	-		(401)	465	64
Débiteurs divers	23		(20)		3
Charges constatées d'avance	23	1	-		23
Autres	3		(3)		3
<b>Sous totaux</b>	<b>958</b>	<b>3</b>	<b>(285)</b>	<b>465</b>	<b>1 141</b>
Dettes fournisseurs	1 436	29	(133)		1 332
Dettes fiscales et sociales	1 350	57	(124)		1 319
Avances et acomptes					
Dettes sur participation					
Intérêts courus	7		383		390
Dettes diverses	21	748	(1 185)		4
Comptes courants	1 189		(19)		750
Produits constatés d'avance					
Autres		82	(82)		-
<b>Sous totaux</b>	<b>4 004</b>	<b>916</b>	<b>(1 124)</b>	<b>-</b>	<b>3 795</b>
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>(3 046)</b>	<b>(913)</b>	<b>839</b>	<b>465</b>	<b>(2 654)</b>

### 4.24 Note relative aux parties liées

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants du Groupe AUPLATA ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées au cours de l'exercice avec des parties liées ont été identifiées :

En K€	PELICAN VENTURE
<b>Compte de résultat 2010</b>	<b>186</b>
Chiffre d'affaires	-
Autres produits	
Achats et charges externes	(186)
Résultat financier	-
Résultat des activités non poursuivies	-
<b>Bilan 2010</b>	<b>-</b>
Clients	-
Débiteurs	-
Fournisseurs	-
Créditeurs	4
Dépôts et cautionnements reçus	-

### 4.25 Information sectorielle

#### 4.25.1 Information par groupe d'activité

Le Groupe AUPLATA s'organise autour d'un seul secteur relatif à l'exploitation minière d'or primaire. Ainsi, l'information relative à la norme IFRS 8 - *Secteurs opérationnels* est présentée dans l'ensemble des états financiers consolidés et de notes de l'Annexe.

#### 4.25.2 Informations par zone géographique

Le Groupe AUPLATA effectue des travaux d'exploration et d'exploitation des sites miniers en Guyane Française. L'intégralité de l'activité du Groupe se fait donc en France.

## 5 PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

Les états financiers du Groupe préparés selon les normes internationales sont différents sur certains points de ceux établis selon les principes comptables français. Les principales différences sont présentées dans les tableaux suivants, ainsi que des commentaires sur certains ajustements ayant une incidence sur le résultat de l'exercice.

## 5.1 Tableau de passage du bilan consolidé principe comptable Français au bilan consolidé IFRS à la date de transition

En K€	Principe Comptable Français	Ajustements relatif aux principes français	Ajustements IAS 37	Ajustements IFRS6	Autres ajustements IFRS	Total ajustements IFRS	Principe Comptable IFRS
	1/01/2009						1/01/2009
<b>ACTIF</b>							
<b>Actifs non courants</b>	<b>13 313</b>		<b>386</b>	<b>12 460</b>		<b>12 846</b>	<b>26 159</b>
Ecarts d'acquisition	-						-
Immobilisations incorporelles	4200			12 460		12 460	16 660
Immobilisations corporelles	9 067		386			386	9 453
Immeubles de placement							
Actifs financiers : Prêts et créances	44						44
Actifs financiers : Titres non consolidés	1						1
Titres mis en équivalence							
Impôts différés							
Autres actifs non courants							
<b>Actifs courants</b>	<b>998</b>		-				<b>998</b>
Stocks et en-cours	571						571
Clients et comptes rattachés	36						36
Autres actifs courants	321						321
Créance d'impôt	7						7
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	62						62
<b>Actifs destinés à la vente</b>	<b>-</b>						<b>-</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>14 311</b>	<b>-</b>	<b>386</b>	<b>12 460</b>	<b>-</b>	<b>12 846</b>	<b>27 157</b>
<b>PASSIF</b>							
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>1 737</b>		<b>383</b>	<b>12 460</b>	<b>(3)</b>	<b>12 843</b>	<b>14 581</b>
Capital	3 058						3 058
Primes	26 962						26 962
Réserves et résultat consolidés	(28 283)		386	12 460	(3)	12 843	(15 440)
<b>Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>	<b>-</b>						<b>-</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>-</b>				<b>2 285</b>	<b>2 285</b>	<b>2 285</b>
Provisions					6	6	6
Instruments financiers dérivés							
Dettes financières à plus d'un an					2 279	2 279	2 279
Impôts différés							
Autres passifs non courants							
<b>Passifs courants</b>	<b>12 573</b>				<b>(2 282)</b>	<b>(2 282)</b>	<b>10 291</b>
Provisions	1 351				(3)	(3)	1 348
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	3 452				(2 279)	(2 279)	1 173
Fournisseurs et comptes rattachés	3 343						3 343
Autres passifs courants	4 427						4 427
Impôt exigible							
<b>Passifs lié à des actifs destinés à la vente</b>	<b>-</b>						<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>14 311</b>	<b>-</b>	<b>386</b>	<b>12 460</b>	<b>-</b>	<b>12 846</b>	<b>27 157</b>

## 5.2 Tableau de passage du bilan consolidé principe comptable Français au bilan consolidé IFRS au 31 décembre 2009

En K€	Principe Comptable Français	Ajustements relatif aux principes français	Ajustements IAS 37	Ajustements IFRS6	Autres ajustements IFRS	Total ajustements IFRS	Principe Comptable IFRS
	31/12/2009						31/12/2009
<b>ACTIF</b>							
<b>Actifs non courants</b>	<b>12 531</b>		<b>378</b>	<b>12 879</b>		<b>13 257</b>	<b>25 788</b>
Ecarts d'acquisition							
Immobilisations incorporelles	4 073			12 879		12 879	16 952
Immobilisations corporelles	6 937		378			378	7 315
Immeubles de placement							
Actifs financiers : Prêts et créances	44						44
Actifs financiers : Titres non consolidés	1 477						1 477
Titres mis en équivalence							
Impôts différés							
Autres actifs non courants							
<b>Actifs courants</b>	<b>1 028</b>						<b>1 028</b>
Stocks et en-cours	535						535
Clients et comptes rattachés	71						71
Autres actifs courants	351						351
Créance d'impôt	-						-
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	70						70
<b>Actifs destinés à la vente</b>	<b>-</b>						<b>-</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>13 559</b>	<b>-</b>	<b>378</b>	<b>12 879</b>	<b>-</b>	<b>13 257</b>	<b>26 816</b>
<b>PASSIF</b>							
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>3 611</b>	<b>(192)</b>	<b>378</b>	<b>12 879</b>	<b>(10)</b>	<b>13 247</b>	<b>16 666</b>
Capital	3 957						3 957
Primes	31 736						31 736
Réserves et résultat consolidés	(32 082)	(192)	378	12 879	(10)	13 247	(19 027)
<b>Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>							
<b>Passifs non courants</b>					<b>1 399</b>	<b>1 399</b>	<b>1 399</b>
Provisions					13	13	13
Instruments financiers dérivés							
Dettes financières à plus d'un an					1 386	1 386	1 386
Impôts différés							
Autres passifs non courants							
<b>Passifs courants</b>	<b>9 948</b>				<b>(1 389)</b>	<b>(1 389)</b>	<b>8 751</b>
Provisions	1 180	192			(3)	(3)	1 369
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	2 637				(1 386)	(1 386)	1 251
Fournisseurs et comptes rattachés	3 571						3 571
Autres passifs courants	2 560						2 560
Impôt exigible	-						-
<b>Passifs lié à des actifs destinés à la vente</b>	<b>-</b>						<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>13 559</b>	<b>-</b>	<b>378</b>	<b>12 879</b>	<b>-</b>	<b>13 257</b>	<b>26 816</b>



### 5.3 Tableau de passage du Compte de Résultat consolidé principe comptable Français au compte de résultat consolidé IFRS

En K€	Principe Comptable Français	Ajustements relatif aux principes français	Ajustements IAS 37	Ajustements IFRS6	Autres ajustements IFRS	Total ajustements IFRS	Principe Comptable IFRS
	31/12/2009						31/12/2009
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5 798</b>						<b>5 798</b>
Production immobilisée	601						601
Production stockée	(243)						(243)
Autres produits d'exploitation					175	175	175
Achats consommés	(4 368)						(4 368)
Charges de personnel	(2 802)						(2 802)
Impôts et taxes	(146)						(146)
Dotations aux amortissements	(2 698)	(192)	(8)	419	(3)	216	(2 482)
Ecart d'acquisition							
Autres produits d'exploitation							
Autres charges d'exploitation	76						76
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(3 783)</b>	<b>(192)</b>	<b>(8)</b>	<b>419</b>	<b>172</b>	<b>391</b>	<b>(3 393)</b>
Pertes de valeur des écarts d'acquisition							
Coûts de restructuration							
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(3 783)</b>	<b>(192)</b>	<b>(8)</b>	<b>419</b>	<b>172</b>	<b>391</b>	<b>(3 783)</b>
Charge d'endettement financier brut	(185)						(185)
Rémunération de la trésorerie	1						1
Coût de l'endettement financier net	(184)						(184)
Autres charges et produits financiers	(7)						(7)
<b>Résultat courant</b>	<b>(3 974)</b>	<b>(192)</b>	<b>(8)</b>	<b>419</b>	<b>172</b>		<b>(3 583)</b>
Impôt sur le résultat	175				(175)	(175)	175
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence							
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(3 799)</b>	<b>(192)</b>	<b>(8)</b>	<b>419</b>	<b>(3)</b>	<b>216</b>	<b>(3 583)</b>
Résultat net des activités non poursuivies	-						-
<b>Résultat net</b>	<b>(3 799)</b>	<b>(192)</b>	<b>(8)</b>	<b>419</b>	<b>(3)</b>	<b>216</b>	<b>(3 583)</b>
Dont Résultat des intérêts ne conférant pas le contrôle							
Dont Résultat net part du Groupe	(3 799)	(192)	(8)	419	(3)	216	(3 583)

### 5.4 Notes relatives aux ajustements liés à la première adoption des IFRS

#### 5.4.1 IAS 37 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Les obligations de remise en état des sites relatives aux dégradations immédiates nécessaires à l'exploitation future n'étaient pas reconnues à l'actif du bilan du Groupe AUPLATA publié selon les normes françaises.

Conformément à IAS 37, les obligations de remise en état des sites ont été activées pour un montant total de 386 K€. Cet actif amorti sur la durée estimée d'exploitation des sites, a généré une charge d'amortissement de 8 K€ sur l'exercice 2009.

Parallèlement, la Groupe AUPLATA a réajusté la provision pour remise en état des sites miniers pour un montant total de 191 K€ au 31 décembre 2009. À noter que cette provision est inflatée et actualisée à un taux sans risque mais qui tient compte des risques spécifiques liés au passif concerné.

#### 5.4.2 IFRS 6 – Prospection et Evaluation des ressources minérales

En application d'IFRS 1, le Groupe AUPLATA a retenu l'option de réévaluation des immobilisations incorporelles à leur juste valeur.

Conformément à IFRS 6, les actifs incorporels concernés sont les droits miniers (PER, AEX, PEX et concessions) détenus par le Groupe AUPLATA à la date de transition. La valorisation à la juste valeur a été effectuée sur la base d'un rapport d'expert indépendant. La méthode de valorisation retenue est la méthode de marché qui consiste à analyser des transactions de terrains miniers comparables à ceux détenus par le Groupe AUPLATA.

La technologie utilisée par le Groupe ayant un impact sur la valeur de marché des titres miniers, les actifs détenus historiquement et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été réévalués sur la base des rendements moyens obtenus à partir du procédé de gravimétrie utilisé à cette époque par le Groupe estimés à 31%.

Le Groupe développant actuellement un procédé de récupération de l'or au thiosulfate de sodium qui générerait un rendement moyen estimé à 60%, la valorisation des sites miniers acquis en 2010 (ARMINA et SOTRAPMAG), a été effectuée sur la base des rendements de cette nouvelle technologie. Les coûts de développement relatifs au procédé à base de thiosulfate ont été alloués uniquement aux sites miniers d'ARMINA et SOTRAPMAG.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, les sites détenus historiquement par le Groupe AUPLATA ont été valorisés à 16,5 M€ générant ainsi un impact à la hausse des actifs incorporels de 16,3 M€. À noter, que l'écart d'évaluation comptabilisé à l'actif du bilan établi selon les normes françaises a été annulé pour un montant net de 3,8 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cet écart d'évaluation était constaté par le Groupe AUPLATA lors de la première consolidation du site minier de Dieu Merci en 2005.

### 5.4.3 Autres Ajustements IFRS

Les autres ajustements IFRS correspondent principalement à l'application de la méthode du SORIE pour la comptabilisation des engagements de retraite (15 K€) ainsi qu'à la reclassement du crédit d'impôt recherche en produit d'exploitation (175 K€).

## 6 AUTRES NOTES

### 6.1 Effectifs

	31/12/10	31/12/09
Effectifs à fin d'exercice	106	87

### 6.2 Rémunération des mandataires sociaux

Aucune rémunération n'a été versée sur l'exercice

### 6.3 Faits exceptionnels

En date du 30 novembre 2010, le Groupe AUPLATA a signé avec la société Columbus Gold Corporation (« Columbus ») un accord d'option portant sur les titres miniers détenus par SOTRAPMAG, en contrepartie d'un engagement de dépenses de la part de Columbus et d'une prise de participation du Groupe AUPLATA dans le capital de Columbus (« l'Accord »). L'Accord devrait entrer en vigueur le 31 mai 2011 sous réserve de conditions suspensives et sauf prorogation par accord entre les parties.

L'Accord prévoit qu'AUPLATA cédera à Columbus Gold Corporation dans un délai maximum de deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord, soit a priori en date du 31 mai 2013, 51% des titres de Paul d'Isnard, le reste étant transféré dans un délai maximum de quatre ans après l'entrée en vigueur de l'Accord, soit a priori en date du 31 mai 2015.

Les conditions de transfert des titres de Paul d'Isnard à Columbus Gold aux deux dates présentées ci-dessus sont les suivantes :

Prise de participation progressive d'AUPLATA dans Columbus Gold Corporation à hauteur de 15% à la date prévue d'entrée en vigueur de l'Accord, soit a priori le 31 mai 2011, de 27% au 31 mai 2012 et de 37% au 31 mai 2013 (pourcentages estimés pouvant varier).

Columbus s'engage à effectuer des dépenses d'exploration d'un montant minimum de 7 MUSD dans un délai maximum de deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord, soit a priori sur une période allant du 31 mai 2011 au 31 mai 2013 dont 2 MUSD la première année.

Columbus s'engage à réaliser une étude de faisabilité bancable selon les normes canadiennes (NI 43-101) dans un délai maximum de quatre ans après l'entrée en vigueur de l'Accord, soit a priori maximum au 31 mai 2015, date à laquelle 100% des titres de Paul d'Isnard seront cédés par le Groupe AUPLATA.

Il est à noter que dans le cas où Columbus ne respecte pas son engagement de réalisation de l'étude de faisabilité, Columbus et le Groupe AUPLATA se trouveront dans une situation de JV 51/49. Le Groupe AUPLATA aura alors un délai de 60 jours pour décider se retirer de la JV soit par le rachat de ses 49% pour un montant de 2 MUSD en cash soit moyennant une royauté de 2%.

AUPLATA conserve la possibilité d'extraire l'or de surface jusqu'au 31 mai 2015

Au 31 décembre 2010, le Groupe AUPLATA détient un instrument financier correspondant à la cession des titres de Paul d'Isnard contre la prise de participation dans Columbus Gold Corporation. La juste valeur de cet instrument financier est au 31 décembre 2010 nulle.

### 6.4 Événements postérieurs

#### 6.4.1 BSAR

Du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 3 mars 2011, 3 415 938 BSAR ont été exercés, générant la création de 569 323 actions nouvelles soit une augmentation de capital de 2.083.722 € faisant ainsi passé le capital social de la Société de 4 263 050,50 € à 4 405 381,25 €.

Les Bons de Souscription d'Actions Remboursables émis et attribués à l'ensemble des actionnaires détenteurs de titres AUPLATA au 26 février 2010 et non exercés au 3 mars 2011 sont arrivés à expiration et ont été radiés de la cote le 3 mars 2011.

#### 6.4.2 Coupon obligataire

Le premier coupon d'un montant de 431.520 € a été versé aux obligataires le 1<sup>er</sup> mars 2011.

### 7 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Sociétés	Société mère au 31/12/2010	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		2010	2009	2010	2009	2010	2009
<i>Société consolidante</i>							
AUPLATA SA		Top	Top	Top	Top	IG	IG
<i>Filiales</i>							
SMYD		100%	100%	100%	100%	IG	IG
ARMINA		100%	-	100%	-	IG	IG
SOTRAPMAG		100%	-	100%	-	IG	IG